

La Grande Relève

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1036 - octobre 2003 - SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ :

pages 2-3 Le programme de Raffarin

JEAN-PIERRE MON montre comment le Medef inspire directement la politique du gouvernement.

pages 4-5 Constat de faillite

GÉRARD-HENRI BRISSÉ fait le bilan de cette politique menée depuis dix huit mois.

page 6 L'abolition des jours fériés

PAUL VINCENT doute que ce soit la bonne façon de venir en aide aux "vieux".

• RÉFLEXION :

pages 12 De Karl Marx à Jacques Duboin

I. KARL MARX

ROLAND POQUET commence ici une étude en trois parties destinée à montrer la progression des idées depuis Marx jusqu'à Duboin.

pages 13 La pub à l'école, Bas les pattes

PAUL VINCENT décrit les dangers de la publicité qui s'est introduite à l'école et dénonce une circulaire de Jack Lang qui l'autorisait déjà trop.

pages 14 Quelle sécurité ?

GÉRARD-HENRI BRISSÉ témoin d'un "fait divers" y voit un délabrement de la société qui ne se rattrapera pas par la force.

• TRIBUNE LIBRE :

pages 15 Économie mixte, société duale

JEAN MATHIEU revient sur la campagne de dénigrement des agents de la fonction publique, alors que ceux-ci prouvent qu'ont peut avoir d'utiles activités sans être au service du profit.

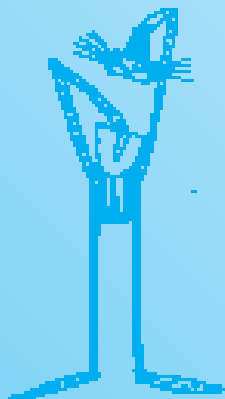
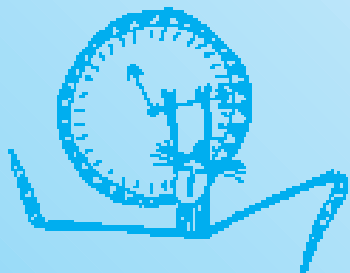
• DOSSIER : LE PÉTROLE

pages 7-9 Quand la manne s'épuise

Conseiller du Président des États-Unis, un banquier texan investissant dans les énergies non renouvelables, a parfaitement compris qu'il ne reste plus assez de pétrole au monde pour poursuivre la croissance dont le capitalisme a besoin.

pages 10-11 Qu'est ce qu'une réserve de pétrole ?

J-M JANCOVICI explique pourquoi il est si difficile, même pour l'Administration américaine, de savoir avec précision quelles sont les réserves sur lesquelles il est "raisonnable" de compter.



Le programme Raffarin

par Jean-Pierre Mon



On se souvient qu'en janvier dernier, J-P Raffarin était allé à Tours à l'assemblée générale du Medef pour «sceller la réconciliation entre l'État et les chefs d'entreprise». Dans l'euphorie de la réunion, il s'était même écrié : «si je dis sincèrement "Vive les entreprises !", c'est parce que je pense profondément "Vive la France !"». Le Medef ne pouvait souhaiter meilleur encouragement pour avancer ses exigences. Ce que n'a pas manqué de faire son président, Ernest-Antoine Seillière, qui a donné (sic) au gouvernement jusqu'au mois de septembre pour apporter la preuve qu'il veut «enrayer le déclin de la France». Sans complexe, le Medef veut exercer pleinement son «droit d'ingérence» pour obtenir de nouvelles réductions d'impôts et de charges, la réforme des retraites, du système de santé et la baisse des dépenses publiques.

Où en étions-nous au début de l'été ? La loi réformant les régimes de retraite dans le sens voulu par le patronat a été votée, la loi Hue sur le contrôle des fonds publics alloués aux entreprises (45 milliards d'euros par an) a été abrogée, pour beaucoup les 35 heures ne sont plus qu'un souvenir, la loi sur les licenciements a été très allégée, etc. Qui plus est, dans la plus grande discrétion¹, le gouvernement Raffarin vient d'accéder à une vieille demande du Medef concernant le fonds de garantie des salaires : les salariés des entreprises en faillite toucheront une indemnité égale à la moitié de celle qu'ils perçoivent actuellement. (Autrement dit, les entreprises font payer aux salariés leurs défaillances et leurs erreurs de gestion). Au 1er janvier 2004 quelque 180.000 chômeurs perdront leur

allocation en vertu de la nouvelle convention d'assurance chômage signée en décembre 2002. On voit qu'une part importante des revendications du Medef avaient été satisfaites avant "l'ultimatum" de septembre.

Mais la situation économique n'étant pas aussi idyllique que le souhaitait le Medef au début de l'année, il importait de regonfler le moral des troupes. C'est ce à quoi s'est employé Ernest-Antoine lors de la 5ème université d'été de son organisme, qui s'est ouverte fin août à Jouy-en-Josas, avec pour thème "la grande transformation".

UN OPTIMISME DÉLIRANT

Selon le président du Medef, les débats qui s'y sont déroulés ont permis de «prendre tous ensemble la mesure de la grande transformation du monde. Au delà des idéologies, des débats dépassés et des oppositions stériles², nous avons constaté que dans tous les domaines, les idées se reconstruisent, que partout se fait sentir un souffle, un nouveau positivisme. Et, partout, l'entreprise est au cœur des analyses. Qu'il s'agisse de la relation entre la science et le progrès, des mutations identitaires de notre société ou du nouvel ordre international, l'entreprise est toujours concernée, porteuse de progrès et de modernité». C'est beau comme du Mozart... Pas étonnant donc que «les entrepreneurs refusent les visions pessimistes et défaitistes qui rongent aujourd'hui notre société». C'est tellement beau que je n'arrive pas à arrêter les citations : «après des années de grand désordre, de nouvelles régulations s'esquissent enfin et des priorités nouvelles s'affirment pour notre pays. Au delà des suspicions et des vieilles peurs, la France se transforme et entre enfin dans la réforme que, depuis des années, le Medef appelle de ses vœux. Un processus de fond s'est engagé, un point d'inflexion intellectuel autant que conjoncturel». À ce point, on a presque envie de chanter la Marseillaise ! Suit une longue litanie de banalités courantes sur l'école, l'intégration, le rôle des religions, le multiculturalisme, la banlieue, la ville, sans oublier la conscience, l'éthique qui «font l'honneur de nos scientifiques et de nos chercheurs. Mais «armée, Église, État, école, ... sont aujourd'hui affaiblies et remplissent moins bien leur rôle...» Heureusement, il reste «le travail dans l'entreprise, moteur principal de l'ascenseur social français» dont «il est urgent de réhabiliter la valeur». C'est pourquoi «entrepreneurs, responsables politiques, responsables religieux... tous partagent la même conviction : l'entreprise, avec ses contraintes et ses possibilités, est au cœur des aspirations».

Un patron aussi moderne qu'Ernest-Antoine ne pouvait évidemment pas borner son horizon à

1. Décret publié au Journal Officiel le dimanche 27 juillet 2003.

2. Dans l'entreprise, comme à droite, il n'y a jamais de comportement idéologique : on est moderne; les oppositions, elles, sont toujours stériles.

L'Économie politique

Trimestriel-juillet 2003

RMI-RMA : une réforme risquée
1937 : les États-Unis contre
les paradis fiscaux
L'avenir de l'économie comme
discipline
Visite à l'abbaye de
Sainte-Économie

10 euros+0,75 de frais de port
12, rue du Cap-Vert
218000 Quétigny.



l'Hexagone. D'où, en géopolitique averti, un grand tour d'horizon mondial. Tout va très bien : malgré la crise du Moyen-Orient, «une immense partie du monde est en progrès. La moitié de l'humanité est ainsi engagée en Asie dans un cercle vertueux de croissance forte...» Autre bonne nouvelle : «le pragmatisme de la communauté internationale s'accompagne d'une diminution des affrontements entre États, plus sujets à des guerres civiles ou au terrorisme qu'à des conflits ouverts». Voilà qui doit faire plaisir aux Africains et aux Américains ... «La situation internationale s'accompagne de la reprise des économies américaine et japonaise, d'une stabilisation de l'euro et d'une faiblesse historique des taux d'intérêt [...] Les conditions financières de l'investissement se mettent en place».

Revenant à la situation française, l'optimisme du patron des patrons ne se dément pas : «notre pays dispose aujourd'hui des moyens de son ambition. La France est un pays généreusement doté des legs des générations qui nous ont précédés – infrastructures, capital humain, institutions – et, cela a son importance, des bienfaits de la nature – beauté et harmonie de son territoire³[...] Mais plus encore, ce sont les potentialités de croissance que présente la situation actuelle qui nous stimulent [pour licencier ?]. Le mouvement de réforme amorcé est la principale réserve de croissance de notre économie. Il doit être maintenu et accéléré». En Français d'en bas, cela veut dire qu'il faut que le gouvernement se rappelle qu'il doit privatiser tout ce qui peut rapporter gros : la santé en premier lieu*, l'enseignement**, la Poste***, bref les services publics en général.

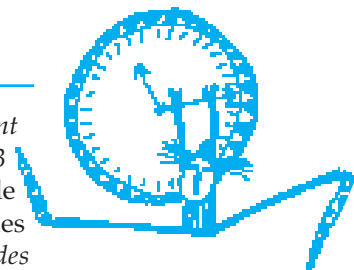
LE RÊVE ET LA RÉALITÉ

«La reprise des créations d'entreprises depuis douze mois est éloquente : nous sommes désormais sur un rythme de 280.000 entreprises par an, qui régénèrent chaque année 2 à 3% de l'emploi marchand...» Je remarque tout d'abord une généralisation hardie qui effrayerait même un apprenti statisticien, puisque Ernest-Antoine base ses prévisions sur les données d'une seule année. Il oublie aussi de dire que les défaillances d'entreprises ont augmenté de 8% au premier semestre 2003 par rapport au premier semestre de 2002 : 25.000 dépôts de bilan ont été enregistrés en France entre janvier et juin, les secteurs les plus touchés étant le BTP (bâtiment et travaux publics) et les transports. Quoique moins touché, le secteur marchand, dont c'est le premier recul enregistré depuis 1996, détruira 60.000 emplois en 2003 ; les effectifs industriels reculeront eux de 2,3%, tandis que le secteur des services, jusqu'ici principal moteur de l'emploi, ne gagnera qu'à peine 0,5%. Rien d'étonnant donc si le taux de chômage (officiel) approche les 10%. En ce qui concerne l'investissement des entreprises françaises, les statistiques de l'Insee démentent l'optimisme du patron des patrons : «Les chefs d'entreprise interrogés au mois de juillet révisent en baisse leurs prévi-

sions précédentes du mois d'avril [...] Ils s'attendent à une progression de leurs investissements en 2003 de 2%» (contre 6% au mois d'avril). Comme le soulignent des économistes de la Caisse des dépôts, «la restauration de la profitabilité des entreprises est un préalable indispensable à la reprise de l'investissement», ce qui signifie en clair que le chômage va continuer à augmenter car c'est la diminution de la main d'œuvre qui constitue le meilleur moyen d'accroître la profitabilité des entreprises. Le coup d'encensoir lancé par Seillière à la main d'œuvre française «qualifiée, engagée et productive bien que contenue dans une limitation abusive du temps de travail» relève de la plus grande indécence, quand on voit comment elle est traitée.

Reste la reprise américaine, impulsée par des stimulants budgétaires et monétaires, d'une ampleur presque sans précédent, hors de portée du gouvernement français, qui pourrait "tirer" l'économie européenne. Mais cela ne résoudra pas le problème du chômage, comme le montre l'exemple américain dont la croissance se fait sans création d'emploi, grâce aux gains de productivité : «les entreprises produisent plus avec moins de personnel», découvre la Réserve fédérale. La production industrielle a augmenté de 5% depuis la fin de la récession de 2001 et les entreprises se sont séparées dans le même temps d'un million de salariés. Quant à l'euro, il continue de monter. M. Seillière n'a décidément pas de chance avec ses prévisions.

Il n'empêche que le danger de régression sociale menace plus que jamais car, comme le soulignait un patron à Jouy-en-Josas, «pour la première fois, on a l'impression d'avoir un gouvernement qui s'attaque aux réformes». C'est tout dire !



3. On dirait qu'il a lu la Grande Releve mais il n'est quand même pas assez moderne pour en tirer les bonnes conclusions !

NDLR :

* à ce sujet le pire est à venir et se prépare avec raffinement : les moyens se mettent en place (dont la législation et des "expériences") pour pouvoir, contrairement au discours tenu, privatiser en douce les soins rentables. Tant pis pour ceux qui ne pourront pas les payer. Mais on ne l'apprendra que lorsque tout sera bouclé.

** 4.000 postes de professeurs supprimés dans le secondaire.

*** 900 bureaux de Poste vont être fermés.



Constat de faillite

par Gérard-Henri Brissé

Il s'annonçait sous les meilleurs auspices, ce siècle de l'an 2000 ! Une croissance économique en hausse exponentielle, une cagnotte budgétaire dont on ne savait pas très bien que faire, un taux de chômage en baisse régulière, un budget excédentaire pour l'UNEDIC, en redressement pour la Sécurité Sociale. La plus forte réduction d'inégalités sociales enregistrée en deux ans. L'instauration, entre autres, de la Couverture Médicale Universelle (CMU) pour les plus démunis de tout, de l'APA en faveur des personnes âgées, de la semaine de 35 heures, et autres réformes fondamentales. Un bon bilan, en somme...

Nos compatriotes ont pris le parti d'ignorer ces acquis chers à Lionel Jospin ou de les contester, et de valider les thèses hypersécuritaires de la droite extrême.

Un an et demi après l'échéance électorale, où en sommes-nous ? Par-delà les coupes sombres réalisées dans les budgets sociaux, le déficit budgétaire ne cesse de se creuser, introduisant une grave entorse au pacte de stabilité européen héritier des accords de Maastricht, qui le limite arbitrairement à 3% du produit intérieur brut. La cote d'alerte est largement dépassée. Entre parenthèses, les États-Unis font encore plus fort en ce domaine, mais personne n'y trouve à redire !

Le taux de croissance évolue plutôt vers la négative, le chômage s'envole, les faillites se multiplient, laissant la France orpheline de ses entreprises. Les enjeux jugés prioritaires dans un gouvernement de gauche que sont la recherche, l'éducation, la santé, le logement social, sont sacrifiés sur l'autel des économies budgétaires. La recherche fondamentale marque le pas, le CNRS est en faillite, l'Éducation Nationale subit une crise profonde, les "emplois jeunes" sont supprimés au profit de nouveaux postes de travail réduits à la portion congrue, ce qui, entre autres sujets de revendications, fait descendre les professeurs dans la rue. Le statut des intermittents du spectacle est revu à la baisse, ce qui fait qu'ils s'estiment floués. On dit au bon peuple qu'il devra travailler encore plus dur et plus longtemps pour abonder les caisses de retraite, alors qu'il y a peu, la mode était à la réduction du temps de travail. On contraint les salariés à rester en poste au

delà de 60 ans, alors que l'on sait bien qu'au delà de 50 ans ils sont jugés "implaçables" !

En la matière, l'imagination au pouvoir est loin d'être défaillante puisque l'on a trouvé cette idée géniale de supprimer un jour de congé férié pour financer de nou-

velles mesures en faveur des personnes âgées; lorsque l'on connaît le sort réservé, à partir de 1956 et par la suite, à l'instauration de la vignette-auto, on peut être rassuré sur le bon usage ultérieur d'un tel dispositif !

PLUS LE MENSONGE EST GROS...

Nos compatriotes eurent en outre la désagréable surprise de constater, au retour des vacances, une sérieuse diminution de leur pouvoir d'achat. Les prix se sont envolés, en particulier ceux des denrées qui rentrent dans le panier de la ménagère, hausses qui s'ajoutent à celles des tarifs des timbres-poste, du gaz, de l'électricité, des abonnements téléphoniques, des loyers, des transports publics, etc. alors que le niveau des revenus, en particulier des salariés et des retraités, s'orientent à la baisse. Les personnes âgées n'ont pu éluder une réduction drastique de l'APA, cette précieuse allocation qui aide à leur maintien à domicile, et les étudiants ont échappé de justesse à la régression de leur allocation de logement. Et s'il venait à toutes ces bonnes gens l'idée d'épargner quand même, les taux d'intérêts de leur livret d'épargne et autres produits dits "populaires" ont subi une sérieuse décote.

Survient (c'est à n'y rien comprendre, sauf à se conformer une fois de plus au modèle américain) l'annonce incongrue d'une nouvelle baisse de l'impôt sur le revenu. Nous l'avons déjà évoquée. En termes très critiques. Ne serait-ce que parce que, une fois de plus, elle permet d'évacuer une réforme fiscale en profondeur. Les contribuables ne sont pas idiots au point de ne pas constater une hausse corrélative d'autres impositions, en particulier des impôts locaux. La décentralisation énoncée en termes "d'expérimentation", qui a trouvé ses limites dans le sort réservé à la Corse, se résume en réalité au bon vieux principe des vases communicants.

On justifie en haut lieu le bien-fondé de ces réductions fiscales par la perspective d'une relance de la croissance. Que rien de tel ne soit survenu à l'aune des mesures antérieures n'effleure pas nos dirigeants. Le mensonge est, décidément, la chose la mieux partagée ! Et il est bien connu que plus il est gros, plus il passe !

En réalité, on observe une faillite de l'État sur toute la ligne : faillite d'un mode de gouvernance, faillite de la notion même de service public puisque l'État, par le truchement des dénationalisations imposées par "Bruxelles", abandonne les unes après les autres toutes ses prérogatives. Aussi bien du côté de La Poste, que d'EDF-GDF, des Télécommunications, des transports aériens (Air France) et ferroviaires, la gestion des services publics est transférée à des intérêts privés dont la recherche du profit maximum est le seul critère de réussite. On a vu comment ce système fonctionne aux États-Unis, en Grande Bretagne et ailleurs: la Californie, puis l'État de New York et une partie du Canada sont périodiquement privés d'électricité, tandis qu'au Royaume-Uni les chemins de fer livrés à des entreprises privées sont en déliquescence.



Quant aux compagnies aériennes, la plupart sont en faillite...

La privatisation n'est pas la panacée, sauf à considérer l'argument pervers qu'elle sert à renflouer le budget de l'État. Qu'est-ce qui différencie la gestion d'une entreprise publique d'une firme privée ? Les critères de bonne et honnête gestion, de démocratie participative, etc. sont communs à tous les secteurs d'activité. Aussi bien EDF-GDF, que les Télécoms, ou encore la Générale des Eaux, furent longtemps des "vaches-à-lait" pour les finances de l'État, lequel y trouvait de confortables réserves pour pourvoir d'autres financements. Elles ont commencé à périr dès lors que leurs dirigeants, délaissant la notion de service public pour souscrire aux bienfaits présumés de l'économie de marché, prirent le risque de placements hasardeux, de partenariats douteux, notamment à l'étranger.

Et lorsque par bonheur, l'État veut renflouer l'un de ses plus beaux fleurons en augmentant sa part dans le capital de l'entreprise Alstom, "Bruxelles" met les bâtons dans les roues !

L'ultra-libéralisme n'a pas fini de provoquer des ravages. On le perçoit bien au regard de la montée inexorable du chômage. Hyde à multiples têtes, jamais terrassé !

VOUS AVEZ DIT "CHÔMAGE" ?

Un chômage sans chômeurs, puisqu'il n'existe dès longtemps que des "demandeurs d'emplois". Divisés en de multiples catégories, de une à huit: mais chut ! cette statistique-là est réservée à la seule ANPE. Ceux que l'on connaît, qui sont partie prenante du comptage mensuel, "corrige des variations saisonnières", sont ceux de la catégorie une qui se manifestent spontanément auprès des bureaux de l'UNEDIC, autrement dit des ASSEDIC, parce qu'ils ont "des droits" à faire valoir... du moins l'espèrent-ils.

Les bénéficiaires du RMI (Revenu Minimum Garanti, maintenant du RMA, Revenu Minimum d'Activité) font, statistiquement parlant, bande à part. Ils sont plus d'un million à n'être plus comptabilisés comme "chômeur" – pardon "demandeurs d'emplois", puisque la finalité de leur dossier est l'insertion. Il en est de même de ceux qui sont précipités dans un plan social, consécutivement à des licenciements pour raison économique, souvent dénommés "licenciements boursiers" qui relèvent du "chômage partiel" géré par le Ministère du travail. Des "cellules de reclassement", animées par les syndicats patronaux, les prennent en charge.

De même, les stagiaires à des titres divers, y compris les signataires d'un CES (Contrat Emploi Solidarité) relèvent d'un recensement particulier, et s'ils bénéficient du statut potentiel de "demandeurs d'emplois", ils ne sont pas catalogués comme "chômeurs".

Finalement, les "exclus" à des titres divers, du "marché" du travail, se situent en France dans une fourchette qui varie de cinq à six millions.

N'y figurent pas non plus les SDF qui n'ont ni la force, ni la volonté de se faire connaître aux organismes officiels, ni bien évidemment, ceux qui s'excluent par eux-mêmes du système.

L'effectif officiellement déclaré des demandeurs d'em-

ploi ne correspond donc pas du tout à la réalité de l'exclusion sociale et de la grande pauvreté. Les fichiers sont très "flexibles": l'absence de réponse à une convocation, voire même, ce qui est nouveau, à un appel téléphonique entraîne ipso facto la radiation. Plus question de faire partie de ces privilégiés qui peuvent prétendre à une indemnité, c'est-à-dire au pain quotidien.

Les mauvaises langues affirment qu'il existe des chômeurs "heureux", heureux de ne rien faire, de percevoir un "confortable" revenu... pendant que d'autres s'échinent à travailler quelques heures par-ci, quelques jours par-là... pour un salaire de misère. Ces disparités existent certes, mais elles sont amplifiées par les changements profonds intervenus dans la nature même du travail, qui s'oriente toujours vers plus de flexibilité et de précarité.

Il existe enfin des patrons heureux d'avoir précipité leur entreprise dans la faillite; il y a peu, ils se condamnaient d'eux-même au suicide mais aujourd'hui, il est de mode qu'ils se fassent allouer d'insolentes indemnités.

EXPLOITÉS, OU RUINÉS

Aujourd'hui, il est trop facile de délocaliser ses activités dans des pays où la main d'œuvre, taillable et corvéable à merci, est très bon marché. Les marchandises passent en transit par ces supermarchés de viande humaine: matières premières d'un côté, produits finis de l'autre, sous l'œil bienveillant des organismes internationaux. S'il ne s'agissait que de cela ! Les agriculteurs sont logés à la même enseigne. L'Europe, et surtout les États-Unis, inondent les marchés mondiaux de leurs productions subventionnées. Les exploitants plus modestes, en Afrique, en Amérique Latine, et ailleurs, sont condamnés à la ruine. C'est tout le fond des furieux débats qui se sont déroulés en septembre à Cancun, au Mexique, voire à Cancon, dans le Lot-et-Garonne. Histoire de promouvoir les excellents produits locaux, pruneaux et noisettes.

Les altermondialistes, comme l'on dénomme aujourd'hui les militants opposés à la mondialisation ultra-libérale, de José Bové à l'association ATTAC, recrutent massivement et tirent à boulets rouges contre les travers du "laissez-faire ! laissez-passer !" planétaire.

Tant il est vrai que l'ultralibéralisme débouche non seulement sur l'approfondissement de la fracture sociale et mondiale entre riches et pauvres, mais que de concentrations en regroupements d'entreprises on se dirige tout droit vers une variante de ce totalitarisme qu'ont rejeté les peuples de l'Est européen.

La dénonciation d'une certaine forme de mondialisation et de ses redoutables travers rassemble derrière José Bové jusqu'à l'extrême gauche des effectifs croissants de militants animés d'une foi sans borne et dont le talent s'épanouit en de multiples analyses, aussi brillantes les unes que les autres.

Répétons-le, la critique est facile, mais l'art plus difficile. On est en droit de s'interroger sur quel ordre mondial déboucheront ces multiples manifestations.

Dénoncer les dysfonctionnements de l'actuel désordre social et mondial est nécessaire; esquisser les perspectives d'un ordre nouveau à bâtir serait plus rassurant. ●●●

- Est quasiment passée inaperçue, durant l'été, la disparition d'un dénommé Pierre Poujade qui, dans les années 1950, soulevait les petits artisans, agriculteurs et commerçants contre l'invasion programmée des hypermarchés, et drainait vers l'Assemblée Nationale plus d'une cinquantaine de députés, dont un certain J- M Le Pen. Je crains

fort que l'aventure bovéiste finisse, hélas, dans une sorte d'évanescence poujadiste, si elle n'est pas étayée par un solide projet de société. Un projet dont nous sommes, à notre manière, porteur à plus d'un titre, mais qui, pour diverses raisons, se heurte hélas, jusqu'à présent, à l'autisme des médias et à l'indifférence coupable des politiques.

L'abolition des jours fériés

par Paul Vincent

Vis à vis de la grande idée du gouvernement de supprimer des jours fériés en faveur des "vieux" et autres grandes causes nationales, une idée qui lui est venue malheureusement un peu trop tard pour pouvoir la lancer dans la nuit du 4 août, je manifestais a priori, en tant que retraité à qui cela ne demanderait aucun effort supplémentaire, un enthousiasme sans réticence.

Ce n'était d'ailleurs pas une idée originale en France¹, comme le rappelait récemment un habitant de Vendôme dans un courrier des lecteurs publié par *le Monde* :

«A Vendôme, il y a plus d'un demi-siècle, les salariés de cette ville avaient accepté de travailler une heure non payée dont le montant était versé à la caisse des vieux travailleurs. Cette initiative était due à un typographe des PUF, M. André Souriau, délégué du livre CGT, épris de justice sociale et conseiller municipal communiste.

Les patrons avaient décidé de doubler la somme recueillie. Ce bel exemple de solidarité locale ne pourrait-il être repris sur le plan national dans le projet de "jour férié travaillé" ? Si les patrons acceptaient de doubler le montant collecté, cela serait "formidable", pour reprendre la formule de M. Seillière approuvant la proposition du Premier ministre».

Je trouve salutaire que l'on rende ainsi hommage (un hommage hélas posthume) à un homme de gauche d'autrefois, malheureusement moins célèbre que Paul Ramadier, mais qui avait eu l'idée d'un geste plus simple et plus efficace que sa vignette en faveur des "vieux".

Cette initiative nous rappelle opportunément l'esprit de solidarité des salariés d'autrefois. Par contre, ce lecteur du *Monde* se montre plus dubitatif sur celui des patrons d'aujourd'hui.

Mon propre enthousiasme a été rapidement refroidi lorsque je me suis rendu compte que, menacé d'avoir à rembourser à l'État ce cadeau en nature, représentant 0,5% de la masse salariale, le patronat se montrait tout à coup beaucoup plus réservé et je me demande en définitive si c'est, pour les vieux, une meilleure idée que celle de la vignette.

En effet, dans une interview accordée au *Monde*²

UN JOUR FÉRIÉ POUR LES VIEUX⁰⁰⁰



un dirigeant du Medef, Denis Gautier-Sauvignac, avait déjà répondu à cette question :

«Les entreprises peuvent admettre, en contrepartie de l'effort des salariés et d'une production supplémentaire aux mêmes coûts, de consacrer une contribution spéciale, fiscale ou sociale, à la prise en charge des personnes dépendantes.

Il (notre remboursement) ne peut être, évidemment, que très inférieur au 0,5% théorique que représente une journée de travail sur un peu plus de 200 dans l'année. Mais, avant tout prélèvement nouveau, il faut s'assurer que cette journée de travail supplémentaire dégage bien de la richesse en plus. Sans quoi les entreprises seraient pénalisées.»

Qu'est-ce à dire ? Que le patronat sachant très bien que la réduction du temps de travail n'a pas entraîné de réduction de la production, il craint qu'en sens inverse cette journée travaillée en plus finalement ne lui rapporte rien. Et s'il a voulu voir enclencher de cette modeste façon l'augmentation du temps de travail, pour ensuite s'attaquer plus sérieusement aux 35 heures, ce ne sera pas pour augmenter une production qui de toutes façons est limitée par la consommation, mais pour supprimer des emplois. C'est là où le gouvernement pourrait commencer à s'apercevoir que ses intérêts ne sont pas tout à fait les mêmes que ceux du Medef.

En ce qui concerne l'efficacité du sacrifice d'un jour férié par les travailleurs, on sait dès maintenant en tout cas que les "vieux" sont aussi mal partis qu'avec la vignette.

1. Cette mesure est mise en application depuis plusieurs années en Allemagne. Elle est loin d'avoir donné les résultats escomptés et le gouvernement allemand envisage sa suppression pure et simple.

2. Daté du 6 septembre 2003.

Cherchant à déceler les vraies raisons de la volonté de l'Administration américaine d'envahir l'Irak, J-P Mon rappelait en avril (GR 1032) les grandes lignes de l'histoire de l'exploitation du pétrole. La façon dont les sociétés qui ont porté G.W.Bush au pouvoir ont aussitôt mis la main sur les ressources pétrolières irakiennes n'a pu que confirmer depuis que l'objectif réel était bel et bien de s'assurer le contrôle des réserves mondiales.

Restait à trouver pourquoi cette mainmise avait été menée avec une aussi incroyable précipitation. Un lecteur de l'île Maurice a trouvé l'explication, apportée sur internet par un Américain, M.C. Ruppert, après qu'il ait assisté à un colloque international, celui de "l'Association pour l'étude du pic du pétrole et du gaz" (Association for the Study of Peak Oil and Gas = ASPO, il s'agit évidemment du pic d'extraction), qui s'est tenu à Paris, à l'Institut français du pétrole, les 26 et 27 mai derniers. Ce colloque a réuni environ 150 experts venus d'un peu plus d'une vingtaine de pays.

Sous le titre "*La conférence sur le pic de pétrole révèle que la crise s'aggrave*" l'association ASPO en a mis son rapport sur internet en termes très clairs, citons par exemple, en traduisant de l'anglais : *«les recherches présentées par une large variété d'experts aux perspectives diverses, souvent en compétition, ont révélé qu'au cours de l'année ... les contraintes d'approvisionnement avaient empiré, au point que les réalités à propos de l'épuisement de l'énergie deviennent de plus en plus évidentes. Après un an d'histoire politique violente centrée sur le pétrole et de résultats de production plus décevants les uns que les autres, les politiciens et les économistes sont bien obligés de reconnaître la menace que le pic de pétrole fait peser sur la civilisation»*. Pour le fondateur de l'association, Colin Campbell et ses collègues, dont Jean Lahérère, ancien responsable de la prospection chez TotalFinaElf et le Pr. K.Alekett, le fait que ce colloque ait vu doubler son assistance en un an et qu'il ait pu se tenir à l'Institut Français du pétrole est la preuve que la réalité de ce pic *«pénètre les consciences officielles»* et qu'il *«ne peut plus être complètement ignoré, même par les responsables politiques»*.

On constate pourtant que ni les quotidiens, ni les bulletins d'informations diffusés par les télévisions, ni les hebdomadaires d'actualité n'en ont fait état. On se demande pourquoi...

Afin que nos lecteurs puissent en juger, nous résumons, en la traduisant, l'information apportée par M.C.Ruppert sur internet (adresse : www.peakoil.net).

Quand la manne s'épuise...

La civilisation est en danger ! Les ressources mondiales en pétrole et en gaz sont en train de s'épuiser et aucun plan de remplacement n'a été élaboré. Il est d'ailleurs maintenant trop tard pour y songer. La catastrophe est là : il va falloir envisager une décroissance et les politiques ne peuvent plus l'ignorer.

Ces cris d'alarme étaient adressés par satellite depuis Houston (Texas) et ils ont attiré l'attention de Michael C. Ruppert. D'autant plus, explique ce dernier, qu'ils émanaient d'un banquier, Matthew Simmons, spécialiste des investissements dans l'énergie (son portefeuille est évalué à quelque 56 milliards de dollars), l'un des principaux conseillers de l'Administration Bush, proche du Vice-Président Cheney et membre du Conseil des Relations étrangères des États-Unis. Et, en outre, que ce banquier est réputé pour avoir deux particularités qui semblent contradictoires : être un supporter "étanche" de Bush et de sa politique, et être probablement le seul de son entourage à parler ouvertement du "pic" de pétrole. C'est parce que son intervention était tellement révélatrice qu'il l'a enregistrée, explique notre internaute qui conclut qu'il devient aujourd'hui de plus en plus évident que les membres de l'Administration Bush, avant même d'arriver aux affaires, étaient au courant du "pic" du pétrole, qu'ils étaient conscients de ses implications et qu'ils avaient prévu, entre autres, les conséquences extrêmement graves de l'épuisement

des sources de gaz naturel en Amérique du Nord.

* **

De la transcription de cette vidéoconférence, il ressort que le banquier texan a insisté, d'entrée, sur l'importance du problème des sources d'énergies non renouvelables dans lesquelles il investit ses milliards. Il ne s'agit plus, dit-il, de savoir si le verre est à moitié plein ou à moitié vide, ni de dire avec les optimistes qu'il est à moitié plein mais qu'il ne sera jamais à sec, sous prétexte que, le pire étant annoncé depuis si longtemps, on a sûrement encore le temps de trouver des ressources insoupçonnées. En fait on n'a pas la moindre garantie qu'il en existe. Par contre, ce qu'on sait tous, c'est que ces énergies tirées du pétrole et du gaz ne sont pas renouvelables et qu'un jour ou l'autre les réserves en seront taries. Et il explique que ce "pic" d'énergie signifie que lorsqu'il est atteint, aucune croissance n'est plus possible, et en plus, que le passage par le pic est une transition relativement courte avant un rapide déclin, au moins région par région. Puis il conclut qu'il s'agit donc bien de la plus grave des questions auxquelles le monde est confronté. On n'aime pas entendre les choses qui font peur, remarque-t-il, alors on n'écoute pas ceux qui crient au loup, et quand le loup est à la porte, c'est trop tard. Toutes les grandes crises ont été ignorées jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour y faire quelque chose... Puisque le problème est grave, pourquoi ne se met-on pas d'ac-

- cord sur les réponses ? À son avis, pour plusieurs raisons, et d'abord parce que les données et les méthodes pour estimer les ressources totales en énergie sont encore trop vagues et qu'il faut beaucoup de logique floue pour aller au fond des choses. Par exemple, les taux de décroissance, bassin par bassin, sont difficiles à définir et le pic n'est visible que dans le rétroviseur, quand on l'a dépassé. Ces dernières années, l'oracle en la matière, pour le meilleur et pour le pire, était l'Association Internationale des Économistes spécialistes de l'énergie, qui va tenir sa 26^{ème} assemblée annuelle. Dans la décennie 1990, leur doctrine était d'affirmer que de nouveaux approvisionnements en énergie allaient surgir, que les prix allaient baisser et que l'OPEP était un concept dépassé, insoutenable. L'année dernière, pendant deux heures, 13 des anciens présidents de cette association ont montré que, comme les généraux, ils se préparaient pour la guerre précédente et non pas pour la prochaine. Alors qu'on prétendait que la croissance de la demande était terminée, la consommation mondiale, Union soviétique exclue, est passée, entre 1986 et 2002, de 54 à 73 millions de barils par jour. Les chiffres montrent que le moteur de la croissance du pétrole, hors OPEP et hors ex-URSS, a calé. La mer du Nord a passé le pic, l'Amérique latine, Brésil mis à part, a passé le pic, l'Amérique du Nord, sauf pour les huiles lourdes, a passé le pic, le Moyen-Orient, hors OPEP, a passé le

Qu'est-ce que le pétrole "normal" ou "conventionnel" ?

C'est un liquide composé de molécules d'hydrocarbures qui s'est formé à partir de petits organismes marins, tels que des algues ou du plancton, qui ont vécu il y a des milliards d'années.

Pour que du pétrole puisse se former il faut qu'au cours des temps géologiques soit survenue une succession de conditions :

- que le futur réservoir se soit trouvé sous la mer;
- que le plancton mort se soit déposé au sein d'une enveloppe rocheuse, la roche "mère" (qui s'est formée, elle aussi, à partir des sédiments marins il y a environ 100 millions d'années);
- que le plancton mort se soit décomposé dans sa roche mère sous l'action de bactéries, donnant un composé proche du charbon, le kérogène;
- que la roche-mère ait empêché les produits de la transformation de s'échapper;
- que la géothermie ait assuré la pyrolyse qui transforme le kérogène en pétrole, par chauffage à environ 100°C pendant au moins un million d'années et sous une pression suffisante.

Le rendement de cette transformation est infime : moins de 0,01% du plancton mort sédimente au fond de la mer et la fraction de cet ensemble qui se transforme en pétrole ou en gaz naturel est de l'ordre de 0,005%. L'extraction des pétroles conventionnels est relativement aisée parce que la pyrolyse a transformé des résidus solides en liquides. Une partie du pétrole sort toute seule sous la pression du gaz qui est présent, et le reste est pompé, avec des techniques qui se sophistiquent au cours du temps.

Au début de l'exploitation du pétrole, c'était donc ce pétrole conventionnel qu'on savait extraire, en consommant pour cela l'équivalent de quelques pour cent de l'énergie disponible dans l'huile obtenue.

d'après J-M Jancovici

pic. Ainsi l'ex-URSS semble être la seule bonne surprise qui reste, et 67 % de l'approvisionnement 2000-2003 hors OPEP en proviennent, mais il serait imprudent de croire que sa croissance va se poursuivre. Et pendant ce temps, les coûts des nouveaux approvisionnements se sont envolés. Entre 1996 et 1999, 145 sociétés internationales ont dépensé 410 milliards de dollars pour maintenir leur production au niveau de 30 millions de barils par jour, les cinq grandes (Exxon, Shell, BP, ChevronTexaco et Total) en ont dépensé 150 entre 1999 et 2002 pour porter cette production de 16 à à peine 16,6. En douze mois, de début 2002 à début 2003, les Quatre grandes (les chiffres de Total n'étant pas connus) ont dépensé plus de 40 milliards pour passer de 14,611 à seulement 14,544 millions de barils par jour.

1 baril = 159 litres

Notre investisseur en énergies non renouvelables cite alors l'exemple de sa propre société qui a mené une enquête approfondie sur l'approvisionnement en gaz naturel pour le Texas, et découvert ainsi que les 167 puits qui assuraient l'an dernier la moitié de la production (sur 37.000 en fonctionnement), avaient vu leur production chuter de 82 % en une seule année. Tel champ pétrolifère qui fournissait 500.000 barils par jour au milieu des années 1980 n'en fournit plus qu'à peine 50.000, etc. Et il donne maints autres exemples montrant l'incertitude des données à partir desquelles on a évalué des ressources "prouvées" et qui sont devenues seulement "probables". Le potentiel de certaines réserves de gaz naturel aurait été de 3 à 5 fois surévalué. On croyait en 1999 que la production de gaz naturel en Amérique du Nord allait augmenter de 36 % en dix ans, en fait, 2001 vit un record de forages, mais aujourd'hui il est évident que c'est la crise, cette production aux États-Unis et au Canada est en plein déclin. La production de gaz aux États-Unis suit le même scénario que celle du pétrole il y a 30 ans. Et puis il y a la Caspienne, qui au début des années 1990 semblait être le prochain Moyen Orient. En 2001, 20 puits sur 25 s'étaient révélés très décevants, modérant sérieusement les enthousiasmes. Quand on a découvert Kashagan, on a cru que c'était le plus grand gisement de la décennie. L'année suivante, BP et Stat Oil en vendaient tranquillement 14 % pour seulement 800 millions de dollars. Cela signifiait non pas que ces sociétés gaspillaient leur richesse, mais que le pétrole non-OPEP, et en particulier hors de l'ex-URSS, soit a atteint son pic, soit l'a déjà dépassé.

Faisant le tour des réserves mondiales, M. Simmons voit que la Terre promise, en matière de pétrole pour demain, c'est le Moyen Orient. La preuve en est, montre-t-il, que les gisements les plus intéressants trouvés depuis 1909 sont tous dans le triangle d'or entre Kirkuk et l'Arabie Saoudite, incluant les grandes ressources pétrolières de l'Iran. De sorte

qu'après que les États-Unis aient franchi le pic, l'Arabie est devenue le plus grand gisement possible, mais dans lequel, depuis la fin des années 60, aucune exploration majeure n'a réussi, de sorte que presque toute sa production vient de très vieux champs pétrolifères; et dans le plus grand du monde, Ghawar, il faut injecter 7 millions de barils par jour d'eau de mer pour obtenir la pression nécessaire. L'Arabie saoudite ne va donc pas rester toujours un producteur à faibles coûts. Avec un peu de flair, ajoute-t-il, on s'aperçoit que les estimations optimistes, revues par les économistes, étaient fausses. Les scientifiques les plus sérieux craignaient un pic de l'approvisionnement de pétrole mais supposaient que du pétrole non conventionnel allait assurer quelques décennies supplémentaires. Ils avaient raison de tirer la sonnette d'alarme, mais eux aussi, ils ont été trop optimistes. Le pétrole non conventionnel est malheureusement trop non conventionnel ! Les huiles légères sont faciles à extraire et à convertir en énergie, mais ce n'est pas du tout pareil pour les huiles lourdes, comme celles de Californie, parce qu'elles exigent au contraire beaucoup d'énergie avant d'en fournir.

Il y a encore 5 ans, confesse notre banquier texan, je pensais à peine aux questions de savoir ce que signifiait le passage par le pic et quand il aurait lieu. J'ai compris, dit-il en substance, qu'on ne saura jamais le prédire... avant qu'il ait lieu, et mon analyse me conduit à penser que ce n'est pas une question d'années mais de mois. On y est. Si je me trompe, tant mieux. Sinon, les conséquences imprévues sont dévastatrices parce que ce monde n'a pas de solution de rechange et c'est trop sérieux pour l'ignorer. À la fin des années 60, les humanistes du club de Rome avaient raison de parler de limite de la croissance. On imaginait alors le pic pour après 2050 et il était encore temps de préparer une alternative. Mais on a regardé le Dr Hubbert comme l'enfant qui criait au loup...

En 1957, le Spoutnik a réveillé le reste du monde, et du coup en 1969, nous avons un homme sur la Lune. Est-ce qu'un Spoutnik en énergie pourrait créer le même sursaut ? S'assurer l'énergie est la seule issue. Les besoins en eau potable, en nourriture, en soins médicaux, tous ces besoins vitaux passent par la nécessité de disposer d'énergie sûre et à bon marché...

Dès que le pic est atteint, les perspectives d'avenir commencent à changer, alors même que cinq milliards de personnes dans le monde sont encore si peu développées qu'elles n'utilisent pas ou très peu d'énergie.

Dieu soit loué, conclut-il, le débat s'ouvre, mais il pourrait être trop tard.

* **

Le conseiller de G.W.Bush a alors offert de répondre aux questions de l'auditoire. La pre-

mière lui rappella qu'il venait de passer une demi-heure dans le bureau ovale de la Maison Blanche avec le Président et que pourtant la politique de l'Administration semblait très étrangère à la dure réalité qu'il venait de décrire.

Il répondit que lorsque le Président Bush a présenté son Plan énergétique, il reçut un accueil incroyablement d é c o u r a g e a n t , et

qu'après le 11 septembre, l'Administration avait changé d'objectifs, mais qu'il pouvait assurer que Washington attachait une importance croissante à ce qui se passe aujourd'hui avec le gaz naturel.

Répondant aux questions suivantes, il affirma que ni l'hydrogène, ni le nucléaire que les graves accidents récents remettent en question pour 5 à 10 années, n'offraient de solution à court terme et que par conséquent il n'y a pas d'alternative, actuellement, à l'obligation de restreindre nos consommations.

M. Ruppert lui posa ensuite une double question.

La première pour lui rappeler qu'il avait parlé l'an dernier d'un projet Manhattan d'investissements. Et la seconde pour s'étonner de voir qu'au cours de la guerre menée depuis le 11 septembre contre le terrorisme, celui-ci semblait se manifester exactement là où se trouve le pétrole ou dans les pays qui en produisent, (il cita l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Afrique occidentale, la Colombie), pour lui demander si, à son avis, il s'agissait à chaque fois de coïncidences ?

Cela fit beaucoup rire l'assistance, paraît-il. Et après avoir qualifié ces questions de très intelligentes, le banquier-investisseur en énergies s'étendit sur le besoin urgent d'un plan Marshall pour l'énergie.



Qu'est-ce que le pétrole "non conventionnel" ?

Ce sont des produits pâteux, voire solides, beaucoup plus difficiles à exploiter que le pétrole conventionnel, et comprenant :

- les sables bitumineux et les huiles extra-lourdes, qui correspondent à des poches où le pétrole formé a perdu ses éléments volatils. Il s'agit donc de pétrole plus vieux que le pétrole conventionnel, et qui a évolué en s'enrichissant en molécules lourdes. Pour en extraire le pétrole, il faut les fluidifier en le réchauffant, et dépenser pour cela quelques dizaines de pour cent de l'énergie à en tirer.

- les schistes bitumineux, mélanges de schistes et de kérogène n'ayant pas subi de pyrolyse.

Ces combustibles fossiles doivent donc subir une pyrolyse avant de devenir pétrole. Mais si on ne veut pas attendre un million d'années pour que la géothermie s'en charge, il faut les chauffer en usine à 600° et dépenser pour cela plus d'énergie que celle que fournira ensuite le combustible obtenu !

d'après J-M Jancovici

Ce qui est nouveau, c'est donc qu'un investisseur américain soit parvenu à faire comprendre à son gouvernement que la prospérité de son pays, bâtie sur le pétrole, n'était plus assurée. Pourquoi cette prise de conscience a-t-elle été si brutale ? Ne connaît-on pas, en particulier dans l'Administration américaine, le volume exact du pétrole qu'il est encore possible d'extraire du sous-sol de la planète ? La réponse est : Non. Aussi étonnant que cela puisse paraître. En 1970, les réserves mondiales étaient estimées à environ 72 milliards de tonnes, permettant de couvrir 30 ans de consommation. Or, pendant ces 30 ans le monde en a consommé nettement plus, environ 90 milliards, et les réserves actuelles sont évaluées à 140 milliards de tonnes, sans compter les réserves de pétrole "non conventionnel". Ces chiffres pourraient faire croire qu'on a découvert d'énormes réserves qui étaient insoupçonnées il y a trente ans, et donc penser, avec optimisme, qu'on va continuer à en découvrir... Or il n'est pas facile de comprendre pourquoi ce serait une erreur. Un spécialiste des questions pétrolières, Jean-Marc Jancovici, l'expliquait dans une étude rédigée il y a trois ans, remise à jour en mars dernier, et que Jacques Hamon nous a aimablement communiquée. Voici, en résumé, l'essentiel du raisonnement :

Qu'est-ce qu'une réserve de pétrole ?

Quelle est la définition d'une réserve ?

Toute la difficulté de l'énigme autour des réserves vient du fait qu'une réserve est une notion subjective par nature. Il n'en existe pas de définition claire, purement physique, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'évaluer ce qui reste de pétrole en sous-sol.

La notion de réserve est tout à la fois physique, technique et économique. Elle dépend non seulement de ce dont on est certain de l'existence, mais aussi de l'état des techniques disponibles au moment de les exploiter et aussi de la situation économique, *car il faut prévoir s'il sera financièrement intéressant, ou pas, d'investir pour extraire, compte tenu du niveau présumé du cours du baril quand le pétrole aura été extrait.*

La définition des réserves n'est donc pas la même selon les pays.

Qu'est-ce qu'une réserve "prouvée" ?

C'est ce que les Américains définissent par : « l'ensemble du pétrole que l'on considère raisonnablement pouvoir extraire à l'avenir à partir des réservoirs connus, compte tenu des conditions techniques et économiques du moment. »

Dans le reste du monde, les réserves correspondent à l'addition des réserves prouvées définies ci-dessus, et de 50% des réserves probables, qui correspondent à ce que l'on pense pouvoir produire à partir des réservoirs prouvés ou probables aux conditions économiques et techniques d'un futur proche.

De quelles données dispose-t-on ?

Les données géologiques sur le pétrole ne sont pas publiques, l'estimation de ce qu'il y a réellement dans le sous-sol ne fait l'objet d'aucune obligation...

Seule est publiée, par chaque compagnie pétrolière cotée à la Bourse de New York, son estimation des réserves dites "prouvées", parce que la SEC, le gendarme de Wall Street, les y oblige...

Pourquoi les réserves ont-elles augmenté ?

- Est-ce parce qu'on a découvert de nouveaux gisements ces trente dernières années ?

— Non, depuis 1980, ou même depuis 1970 d'après certains auteurs, on a consommé chaque année plus qu'on a découvert de ressources physiques. Les "champs géants" (plus de 2 milliards de barils), n'ont fait l'objet d'aucune découverte significative depuis 1980 et les "grands champs" (de 500 à 2 milliards) ne s'accroissent pratiquement plus depuis 1990, comme le montre un tableau publié par la société de M. Simmons (l'auteur, précisément, de la vidéo-conférence qui fait l'objet de l'article précédent) relatif aux principaux champs du Moyen Orient, et auquel J-M Jancovici se réfère.

- Est-ce parce que les techniques ont augmenté les taux de récupération ?

— Ces taux varient non seulement d'un champ de pétrole à l'autre, parce que leurs caractéristiques et celles des huiles contenues sont différentes, mais aussi avec l'évolution des techniques employées. Les progrès ne permettent guère d'augmenter la fraction récupérable d'une poche de pétrole, mais de la faire sortir plus vite. Les compagnies pétrolières expliquent volontiers qu'au cours des 30 dernières années, ce taux est passé, en moyenne, de 25 à 35%, ce qui correspond à une hausse de presque 50% des réserves.

Dans les réservoirs dits "compacts fracturés", ce taux est de 3% et n'augmentera probablement pas; là où le pétrole est très fluide, où la roche est poreuse, et où les pores communiquent bien (Libye, Canada), le taux dépasse 80%.

- Est-ce parce que le prix du baril a augmenté ?

— Le prix du baril a nettement augmenté depuis le premier choc pétrolier, rendant rentable l'extraction de ressources qui auparavant coûtaient trop cher à exploiter. Mais en s'appuyant sur les tendances historiques (1860-2002) publiées par BP dans sa revue des statistiques J-M Jancovici montre qu'un doublement de ce prix n'augmente les réserves que de quelques %.

Il reste donc que les réserves prouvées ont pu changer avec l'appréciation de ce que l'on «*considère raisonnablement pouvoir extraire*», compte tenu de l'incertitude sur les estimations (voir plus haut) sachant que la valeur de l'action d'une société cotée à New York est proportionnelle à la quantité de réserves qu'elle déclare posséder et que, d'autre part, les quotas de production des pays de l'OPEP sont proportionnels aux réserves... qu'ils publient.

Chaque expert doit donc se débrouiller avec ses propres données, son flair ou son expérience, mais tous sont d'accord pour conclure qu'alors que depuis trente ans, la consommation mondiale de pétrole n'a cessé d'augmenter, depuis dix ans, les réserves, exprimées en années au rythme de la consommation actuelle, diminuent.

En avons-nous pour longtemps ?

Pour prévoir l'époque du "pic" qui fait l'objet de l'association ASPO dont nous avons parlé ci-dessus, J-M Jancovici fait l'hypothèse, hélas plausible, que la volonté de lutter contre le changement climatique ne sera pas le premier facteur limitant la consommation de pétrole. Il suppose également qu'une guerre n'endommagera pas les puits restants. Il cherche donc quand la décroissance de production de pétrole s'amorcera parce qu'il n'y en aura plus assez.

Entre les prévisions des optimistes et celles des pessimistes, il y a moins de 20 ans d'écart. Pour fixer le délai à 5 ou 10 ans d'ici, les pessimistes se fondent sur le modèle de King Hubbert, auquel M. Simmons fait allusion. En 1959, prenant les statistiques connues, ce géo-

logue américain a tracé deux courbes, celle des découvertes annuelles et celle de la production annuelle de pétrole. Il s'est aperçu qu'elles ont en gros toutes deux la forme en cloche d'une courbe gaussienne, et que le maximum de la consommation suivait d'environ 35 ans le pic de celle des découvertes. Observant que pour le pétrole américain, ce pic se situait vers 1935, il en déduisit que le maximum de sa production aurait lieu vers 1970. Et c'est en effet ce qui s'est produit...

En traçant maintenant les variations annuelles des découvertes dans le monde entier, en supposant que les estimations publiées sont fiables, on retrouve la même allure, le pic de Hubbert étant situé avant les années 1960 et la décroissance visible ensuite. La courbe des consommations la reproduit plus ou moins avec le décalage prévu, ce qui placerait le pic pour très bientôt. En fait, si on prolonge la courbe des réserves telles qu'elles sont "déclarées", on va encore vers une hausse, mais si on s'appuie sur les données techniques des géologues, la tendance à la baisse, constatée depuis une dizaine d'années, va se poursuivre... le pic est passé. Quant au gaz, dont le taux de jaillissement est déjà très élevé, les ressources n'en sont ni plus illimitées, ni mieux réparties.

Or ce qui reste de ces énergies est ailleurs que là où elles sont consommées. La géopolitique de ce début de XXIème siècle peut être lue à travers le fait que les 2/3 de ce qui reste de pétrole mondial à extraire se trouvent au Moyen Orient, qui n'en consomme encore que 6%.

Et si on trouvait d'énormes réserves insoupçonnées, le gaz carbonique dégagé par leur combustion poserait un problème encore plus grave.

OR LE CAPITALISME EST FONDÉ SUR LA CROISSANCE.

Quand vers 1970 retentirent les cris d'alarme "Halte à la croissance", économistes et décideurs politiques de tout bord qualifièrent d'irresponsables ou d'utopistes ceux qui les poussaient, et refusèrent unanimement d'envisager une société post-capitaliste qui fonctionnerait avec un autre moteur que la croissance. L'absence de cette alternative les prend de court, et ils réagissent avec violence. Mais ils viennent de comprendre cette relation entre croissance et capitalisme. Relation que, pourtant, la plupart des écologistes, qui dénoncent bien les dangers de la croissance, n'ont pas encore comprise.

Pendant ce temps, au contraire, nous avons recherché sur quoi fonder cette alternative, et montré, en étudiant les transformations successives de la monnaie, comment sa création, aujourd'hui sous forme de dette à intérêt, faisait de la croissance une obligation, tout en mettant l'économie au service de l'enrichissement des plus riches.

Et nous avons récemment suggéré à nos lecteurs de réfléchir à une autre transformation de la monnaie légale, qui supprimerait cette obligation de croissance et permettrait de piloter l'économie avec d'autres objectifs : Qui doit avoir le droit de la créer ? Sur quels critères ? Est-ce aux banques qu'il appartient d'en décider ? Faut-il maintenir la contrainte faite aux États de payer des intérêts à des banques privées quand ils ont besoin d'argent pour payer ce qui n'est pas sûrement "rentable", éducation, santé, recherche fondamentale ? Les fonctions de la monnaie actuelle doivent-elles toutes être maintenues ? Faut-il en inventer d'autres ? Etc... Nos lecteurs seraient-ils persuadés qu'il leur est impossible de remettre la monnaie en question ? Alors qu'ils expliquent pourquoi cette interdiction. Le seul rôle de consommateurs programmables et d'employés jetables les satisfaisait-il au point de renoncer à y réfléchir ? Si tel est le cas, inutile de poursuivre la publication de *La Grande Relève*.

Mais au cas où certains d'entre eux n'attendaient qu'un répit après un été pénible, laissons-leur le temps de savoir ce qu'ils veulent et de faire l'effort de l'exprimer.



De Karl Marx à Jacques Duboin

par Roland Poquet

I. Karl Marx

Il est toujours instructif, outre une relecture de l'œuvre de Marx¹ de parcourir quelques-uns des condensés et exégèses parus à ce jour.

Le regard porté par le philosophe marxiste Henri Lefebvre est sans aucun doute l'un des plus justes qui soient :

• 1. Pour Marx, les phénomènes économiques doivent être soumis à une étude scientifique, rationnelle, méthodiquement poursuivie, portant sur des faits objectifs et déterminables: ce "fil conducteur", Engels² le qualifiera de "matérialisme historique". La réalité à atteindre par analyse et à reconstituer par exposition (synthétique) est toujours une réalité en mouvement.

• 2. L'objet fabriqué représente un temps de travail social moyen qui détermine la valeur. Les prix des différentes marchandises oscillent autour de leurs valeurs d'échange selon les fluctuations de l'offre et de la demande.

• 3. La différence entre le salaire ou temps de travail (social moyen) nécessaire pour l'entretien du salarié et le temps de travail (social moyen) fourni par ce salarié au détenteur du capital constitue la plus-value, seule source du profit capitaliste et seule explication de ce profit.

• 4. Parce qu'il subit tout le poids de l'oppression et de l'exploitation, le prolétariat, et lui seul, peut mettre fin à l'aliénation humaine. La dictature du prolétariat prépare au socialisme par son action.

Dans un avertissement aux lecteurs du Livre I du *Capital*³, un autre philosophe marxiste, Louis Althusser, porte sur les écrits de Marx un jugement catégorique. *Le Capital* (1867) est l'œuvre sur laquelle Marx doit être jugé. Sur elle seule, et non sur ses œuvres de jeunesse encore idéalistes (1841-1844), et non sur d'autres œuvres qui ont précédé le *Capital* : *l'idéologie allemande* (1845), *les Grundrisse* (1857-1859) ou encore la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859). Althusser rejette ces œuvres car trop marquées par la pensée du philosophe Hegel⁴. D'ailleurs, précise Althusser, Staline a fait de cette préface à la *Contribution ...* de 1859 son texte de référence, pour le malheur du Mouvement Communiste International !

Si l'on se reporte enfin aux œuvres de Marx parues aux éditions Gallimard (La Pléiade), le

point de vue du traducteur et exégète Maximilien Rubel est à la fois plus complexe et plus subtil que celui d'Althusser :

• 1. L'œuvre de Marx est une œuvre inachevée. Volontairement ou non, Engels a donné à croire que le *Capital* était toute l'"Économie" de Marx. C'est un faux-semblant qui a fini en mythe, et sur ce mythe s'est édifiée une idéologie. Marx ne donne sa forme définitive qu'au Livre I et il ne le remettra à son éditeur qu'à son corps défendant, cédant aux instances d'Engels (avril 1867). Les Livres II, III et IV, demeurés à l'état d'ébauche, ont été publiés après sa mort.

• 2. Marx n'est pour rien dans l'invention du marxisme; il l'a, au contraire, formellement répudié, dès les premiers signes de son apparition. Selon Engels, Marx aurait dit à Paul Lafargue⁵, son gendre: «ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste»⁶.

• 3. Des matériaux tels que *les Principes (Grundrisse)* de 1857-1859, première ébauche de l'ensemble du *Capital*, riches en analyses originales, sont absents des travaux ultérieurs. Engels ne peut les avoir ignorés. Les aurait-il écartés ? Quoi qu'il en soit, le mérite revient à André Gorz⁷ d'avoir mis l'accent sur ces *Grundrisse*, publiés par la maison Dietz de Berlin en 1953, et en allemand. À un siècle et demi de distance, ces quelques extraits se révèlent d'une étonnante actualité :

- «A mesure que la grande industrie se développe, la création de la richesse vraie dépend moins du temps et de la quantité de travail employés que de l'action des facteurs mis en mouvement au cours du travail, dont la puissante efficacité est sans commune mesure avec le temps de travail immédiat que coûte la production; elle dépend plutôt de l'état général de la science et du progrès technologique, application de cette science à la production».

- «Le vol du temps de travail d'autrui, base actuelle de la richesse, paraît une assise misérable comparée à celle que crée et développe la grande industrie elle-même. Lorsque, dans sa forme immédiate, le travail aura cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cessera et devra cesser d'être la mesure du travail...»

- «Le surtravail des masses humaines cessera d'être la condition du développement de la richesse générale...»

- «La distribution des moyens de paiement devra correspondre au volume de richesses socialement produites et non au volume de travail fourni».

1. Karl MARX (1818-1883).

2. Friedrich ENGELS (1820-1895), fondateur de la sociologie ouvrière. Il rencontre Marx en 1844 et écrit avec lui, entre autres ouvrages *Le Manifeste du Parti Communiste* (1847). Il publie une partie des œuvres de Marx, notamment les Tomes II et III du *Capital*.

3. Édition Garnier Flammarion, mars 1969.

4. G.W.Friedrich HEGEL (1770-1831). Le *Capital* conserve de l'enseignement de Hegel la méthode dialectique, mais en l'appliquant à un contenu matérialiste et non plus idéaliste.

5. Paul LAFARGUE (1842-1911), auteur de plusieurs ouvrages, surtout connu pour son pamphlet *Le droit à la paresse*.

6. Communication d'Engels à Bernstein, 3 novembre 1882.

7. André GORZ, *L'immatériel*, éd. Galilée, 2003.

* * *

Les *Grundrisse* ayant été écrits une dizaine d'années avant la publication du Livre I du *Capital*, il est permis de s'étonner que leur contenu n'ait pas alimenté ce même Livre I. Osons une explication.

Lorsqu'il rédige les *Grundrisse*, Marx subit toujours l'influence de Hegel et n'applique pas, dans toute leur rigueur, les principes du matérialisme historique. Aussi laisse-t-il encore libre cours à ses facultés de visionnaire qui lui permettent d'entrevoir les contours d'une société à venir, sujette à une forte poussée énergétique et technologique.

Cette vision est d'autant plus foudroyante qu'au moment de sa disparition en 1883 (vingt cinq ans après les *Grundrisse* !) Marx ne connaît toujours que les tout débuts de l'ère de l'énergie.

Par contre, à peine dix ans après la rédaction des *Grundrisse*, Marx "oublie" ses écrits de jeunesse et applique à la société dans laquelle il vit les principes du matérialisme dialectique.

Les réticences de Karl Marx à laisser éditer le Livre I s'expliqueraient-elles par ce choc entre le présent (Livre I) et le futur (*les Grundrisse*) ?

Le billet de Paul

Citant des organismes patronaux prétendant imposer à l'éducation leurs propres objectifs : «*Le monde de l'éducation ne semble pas bien percevoir le profil des collaborateurs nécessaires à l'industrie...L'éducation doit être considérée comme un service rendu au monde économique*», le politologue Paul Ariès, professeur à Lyon-II, dans la rubrique "Rebonds" de *Libération* du 8 septembre, vient de s'exprimer à nouveau sur les dangers de la pub à l'école. Il met de son côté en garde contre leur intrusion par le biais de la manne publicitaire : «*Le développement de la publicité à l'école est pourtant une abomination. Elle laisse croire aux enfants que le bonheur serait dans la consommation... Les écoles américaines récoltent 750 millions de dollars par an via la pub. Mais à quel prix ? Des élèves de 11 à 17 ans ont l'obligation de regarder, pendant au moins 90% des jours scolaires, un journal télévisé de dix minutes comprenant deux minutes de pub... Des établissements imposent le port de tee-shirts publicitaires... Domino Pizza distribue gratuitement des manuels scolaires, mais proportionnellement au nombre de pizzas commandées le midi à la cantine. Les écoles signent des contrats d'exclusivité avec les géants du soda prévoyant des objectifs de vente... et un minimum de distributeurs dans les couloirs de l'école. Les instituteurs qui acceptent de couvrir leur voiture avec des autocollants publicitaires reçoivent de l'argent... Les élèves sont également "loués" à des sociétés spécialisées qui étudient leur comportement d'achat et les utilisent comme précurseurs de tendance...*»

Et au vu du triste exemple américain, Paul Ariès conclut en nous adjurant de faire abroger au plus vite la dangereuse circulaire du 28 mars 2001.

Voici le résumé de l'essentiel de ses propos :

La pub à l'école ? Bas les pattes !

« Les campagnes de publicité pour les dentifrices ont davantage évité de caries que les cours d'hygiène à l'école. Elles devraient être remboursées par la Sécurité sociale ! » Cette boutade provocatrice, venant de Jacques Séguéla, n'étonnera personne. Elle ne fait que traduire la prétention des publicitaires à s'implanter sur le territoire scolaire, à y imposer leurs marques, leurs repères, leurs rituels. Mais l'esprit de l'école s'oppose à celui de la "pub". Le rôle de l'école est en effet de privilégier la recherche du sens, le goût de l'effort, la primauté du temps long, l'importance de la transmission du savoir, la primauté de la culture sur le paraître, la compétence plutôt que le casting. L'école doit être le lieu pour apprendre aux enfants à exercer leur capacité de jugement, alors que les publicitaires voudraient déjà ancrer chez eux des comportements de consommateurs dociles.

La France compte 12 millions d'enfants scolarisés, dont le

pouvoir de prescription est estimé à plus de 100 milliards d'euros, même si le pouvoir d'achat personnel des 4-17 ans n'est que de 4 milliards d'euros, ce qui n'est déjà pas négligeable.

L'interdiction de la publicité à l'école existe depuis 1936 et a été maintes fois confirmée. En 1993, un inspecteur a même été condamné pour avoir «méconnu le principe de neutralité scolaire» en faveur du Crédit Agricole. Jack Lang a hélas publié le 28 mars 2001 une circulaire assouplissant ce principe. Il y est dit que «les établissements scolaires sont libres de s'associer à une action de partenariat» par laquelle une entreprise fournit des «documents qui seront remis aux élèves» et «peut être autorisée à signaler son intervention comme partenaire. Elle pourra ainsi faire apparaître discrètement sa marque sur ces documents». Cette circulaire se présente bien sûr comme un «Code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire» (sic). Mais son auteur en a

Quelle sécurité ?

Un incident qui relève des faits divers, comme des centaines d'autres observés quotidiennement. La scène se déroule devant la gare de l'Est, le 25 août dernier, en plein jour, à partir de quinze heures. Madame X..., assise sur le siège avant du véhicule qui l'a acheminée jusque là, en descend pour emprunter un chariot. Elle a laissé, déposé à ses pieds - le pilote de la voiture se portant garant de la sécurité -, un sac noir contenant divers objets personnels, quelques menus vêtements, ses papiers d'identité, un carnet de chèques, une carte de crédit, un trousseau de clés. Et un peu d'argent de poche. Le temps pour le conducteur de soulever le hayon du coffre arrière pour en extraire les bagages, et le sac a disparu. Envolé, volatilisé ! Plainte est déposée au commissariat de police le plus proche. Dans le même temps, un couple se plaint que l'on vient de lui dérober un attaché-case contenant des dossiers et un ordinateur portable tout neuf.

Constat : les déclarations officielles sur le recul enregistré de l'insécurité ne résistent pas à la réalité du terrain. Des malfrats sans scrupule dévalisent les voyageurs dans nos gares et nos trains, comme au bon vieux temps des diligences. Ce n'est pas aux plus riches qu'ils s'en prennent, les nantis qu'ils détoussent, mais les citoyens de modeste condition comme vous et moi, lesquels se posent des questions cauchemardesques sur le sort réservé à leurs papiers d'identité, à leurs chèques ou cartes de crédit. qu'il urge d'annuler, reconstituer, etc.

Quelle est, dans ces actes de délinquance, la part d'indigence, d'extrême dénuement, de provocation, d'acte délictuel, de méfaits systématiques et petits trafics d'une bande organisée ? Sans doute de tout un peu.

Ce n'est ni la bonne volonté clairement exprimée par un sémillant ministre de l'Intérieur, ni le renforcement des effectifs et des moyens d'intervention des forces dites de l'ordre ou de sécurité, et l'ardeur ou le zèle au service de ces dernières, qu'il faut incriminer, mais bien plutôt l'état de délabrement spirituel, moral et de plus en plus inégalitaire de notre société tout entière.

G-H B



Le monde secret de Bush

Qui gouverne "la plus grande démocratie du monde" ? Des idéologues, des financiers, des fanatiques religieux. **Éric Laurent**, grand reporter, et spécialiste de politique étrangère a mené son enquête et la publie chez Plon. Elle est édifiante.

■ ■ ■ lui-même donné une interprétation dangereuse en permettant que soit associée la marque de vêtements *Morgan* à une campagne contre la violence à l'école. L'emprise publicitaire sur les esprits ne risque-t-elle pas de sécréter d'autres violences ? Ce n'est pas par hasard que le racket concerne des produits de marque. Si nos anciens ont banni la religion de l'école, il nous appartient aujourd'hui d'en chasser les marchands. Pas de "dealers" de marques à proximité des écoles, et pas de pub à l'intérieur !

Par ailleurs, dans un commentaire du *Monde* sur l'émission de Canal+ du mardi 26 août intitulée "Fast food : une fabrique d'obèses", on voit où en sont arrivés les États-Unis : Le lycée américain Montgomery-Blair touche 80.000 dollars par an de Pepsi pour avoir l'exclusivité des distributeurs de boissons de cet établissement ; dans une autre école, les élèves apprennent à lire en déchiffrant la pub de Mac Do et de Pepsi sur des programmes informatiques qu'ils subventionnent ; les lauréats d'une opération au niveau fédéral pour la promotion de la lecture, sponsorisée par Pizza Hut, se voient récompensés par des pizzas. Concernant les mauvaises habitudes nutritionnelles qu'engendrent de telles pratiques, une enseignante répond : «*Moi je préfère un enfant qui aime lire. La santé, on verra plus tard.*»

Je concéderai à Jacques Séguéla que la publicité peut inciter à se brosser les dents, mais c'est aussi de sa responsabilité si celles-ci sont gâtées par les sucreries ou jaunies par la nicotine. Mercenaire au service d'intérêts particuliers, elle n'a que faire de l'intérêt général. Vu qu'elle exerce déjà sa dictature sur la télévision, il est vital d'en préserver au moins l'école. Car le gavage publicitaire ne produit pas seulement des obèses. Il est loin le temps où chez nous le candidat à une chaîne de télévision se voulait être «*le mieux disant culturel.*» Et quand le consommateur peut être abusé par un matraquage commercial lui dictant ce qu'il doit voir, lire ou écouter, limitant et orientant ses choix et anesthésiant son sens critique, comment le citoyen ne pourrait-il l'être par la propagande politique sortie des mêmes officines ? Jacques Séguéla, ce bon apôtre, est d'ailleurs le meilleur exemple du spécialiste en communication jouant sur les deux tableaux.

P V

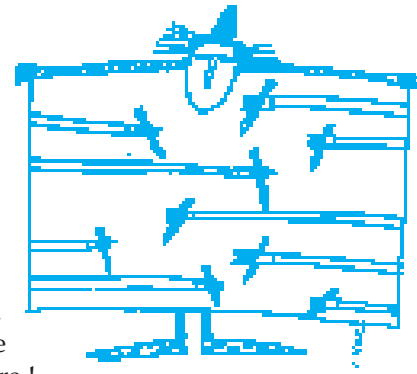
SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. Labesse 50 – J. Matejko 3,53 – J. Frigout 38,11 – J. Terrier 18,53 – R. Terrier 8,53 – C. Barre 30 – R. Godart 8,53 – J. Neufville 16,11 – Mme Duchene Marullaz 3,53 – R. Cazilhac 18,53 – D. Durand 3,53 – P. Brunel 18,53 – Anonyme 50.
Total 267,46 euros.

Merci à tous !

Économie mixte, société duale



Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'une certaine vox populi brocarde et jalouse les employés de la fonction publique. Mais il est certain que l'incessante montée en précarité du secteur marchand fait de plus en plus apparaître deux sortes de citoyenneté difficiles à accommoder. Les libres propos opposant G.G. Corenc et P. Vincent dans la GR de juillet illustrent bien la remise à feu du conflit sous l'oeil patelin de Raffarin. S'agissant d'initiés au traitement de choc préconisé par Jacques Duboin, sans doute a-t-on affaire là à des duettistes plutôt qu'à des duellistes. D'où ma tentation d'en remettre un peu, en bon salarié marchand que j'ai été. Car je suis toujours pantois de voir à la télé la masse compacte des travailleurs syndiqués s'en donner à coeur joie, chantant, dansant, roulant tambour et trompétant à qui mieux mieux. Dans quelle sorte de confort ces gens-là sont-ils donc installés pour revendiquer en faisant la fête? Pauvres de nous, chiens errants du travail marchandé, toujours à la merci d'un maître apte à tirer profit du constant besoin d'accéder à sa gamelle! Qu'avons-nous de commun avec ces défileurs en goguette? D'où vient qu'on ne se sente plus du même monde?...

Tiens, pardi, est-ce que cela ne viendrait pas du fait que les employés des Services Publics sont tout simplement devenus des citoyens affranchis du joug de l'aliénation prolétarienne par l'effet d'une évolution qui amène l'Etat à prendre de plus en plus à son compte les éliminés du système marchand? En 1872, l'Etat n'assumait que 8,2% des richesses créées, l'essentiel de l'économie était donc privé. Il en assure près de 50 % aujourd'hui par le truchement des prélèvements obligatoires. En dépit des intentions toujours annoncées, il existe donc bien un Etat Providence pragmatique qui alimente deux trajectoires, publique et privée, certes divergentes à échéance, mais insidieusement complémentaires au jeu des prolongations.

Je crois savoir aussi qu'il faut être fonctionnaire pour se lancer en politique en toute sécurité. Ce qui n'est pas un mince privilège puisqu'il permet de décider du sort de tous les autres, et même de pontifier en matière d'orthodoxie libérale.

Rabattre le caquet des défileurs trop imbus de leur invulnérabilité, cesser de pousser les autres dans les bras de Le Pen ou Laguillier, ramener tout le monde au commun dénominateur des lois du marché sous la férule de l'Europe libérale, on comprend aisément le programme "modernisé" de la droite triomphante.

Face à cette énorme "utopie à rebours", on pourrait

penser que l'alternance de gauche a beau jeu de proposer une utopie qui aille au moins dans le bon sens. Hélas, quelle pataugeoire de ce côté-là! Et quel manque d'envergure!

On y découvre des spécialistes qui calculent la réintégration de nos trois millions de chômeurs en oubliant la pléthore de "travailleurs sociaux" employés à les réintégrer. Qui décrètent les 35 heures en pensant que les entreprises vont compenser par une embauche équivalente (autant dire qu'on rappellera ceux qu'on a virés!). Qui évaluent les taux de chômage sur la totalité des actifs, alors que les seuls en jeu dans cette affaire sont les éjectables du salariat privé (le taux de suicides dans nos prisons inclut-il les gardiens et l'administration?). Et qui finalement ne s'affairent plus qu'à jouer les bisons futés du libéralisme dans la marée montante des sinistrés de la délocalisation et des intermittents du travail. Pauvre gauche plurielle! J'avais appris de la plume de Philippe Seguin l'émergence d'une "société post-marchande". Fallait-il donc être RPR pour se permettre des idées comme ça?!

Pour en revenir à nos insolites "fonctionnaires", objet du débat, nous devrions déjà comprendre que ce ne sont pas de vrais salariés mais plutôt les pensionnés à vie d'une société en gestation qui, d'une certaine façon, préfigure celle des distributistes. Une société où tout le monde participe à la sécurité de tout le monde, de sorte que chacun profite au maximum du temps de vivre à sa guise (en témoignaient déjà le fonctionnaire diplomate Stendhal, le fonctionnaire douanier Rousseau, et le fonctionnaire facteur Cheval, qui, chemin faisant, a pu bâtir le château de ses rêves en toute sérénité).

Les uns se réclamant du contrat, les autres réclamant justice, bien sûr qu'ils ont tous raison! Reste que les premiers, bien au delà de leur corporatisme, incarnent l'avènement d'une société solidaire, tandis que les seconds, dévalorisés, ne sont plus que les soldats perdus d'une ex-classe ouvrière victime du productivisme concurrentiel qui les élimine inexorablement par simple obligation comptable de rentabilité.

Ce n'est donc pas un vieux distributiste comme moi qui s'en plaindra, bien au contraire: Vive la capacité de résistance des Services Publics! Vive les travailleurs sans but lucratif d'une fonction publique libératrice! C'est sur cette Grande Relève-là que se joue l'avenir du monde. À supposer qu'on y parvienne sans casser la baraque. C'est-à-dire, au point où nous en sommes, sans atteindre le niveau de bêtise où c'est la planète elle-même qui risque d'y passer.

Jean Mathieu



L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.

Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extension et ses perfectionnements) revêt la forme d'un "service social" accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car **pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !**

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**
de Jacques Duboin Un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
(prix 9,90 euros franco).
- **JACQUES DUBOIN**
Extraits choisis dans son œuvre.
(prix 1 euro franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**
de Marie-Louise Duboin. Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société. (16,70 euros franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**
Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
(3,80 euros franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
(3,80 euros franco).
- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ? N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ? N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION, N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).
Et un résumé de nos thèses, sur deux pages, était présenté dans les N°1022 à 1029.
on peut les commander au journal.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles. Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Commission paritaire N°0408 K 83051 · ISSN : 0398-2076

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER. LASSERPE

Impression : ARTIS · Diffusion : NMPP

Adresse postale : BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>



TARIFS D'ABONNEMENT

- France (régime intérieur pour la Poste)21,47 euros.
- ou abonnement de soutien (deux exemplaires)33,89 euros.
- DOM23,45 euros.
- TOM26,20 euros.
- Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2003 :
- Zone 1 (Belg, All, It, P-B, Luxbg)26,86 euros.
- Zone 2 (Espagne, G-B, Suisse)26,20 euros.
- Zone 3 (Canada, États-Unis)27,12 euros.
- Zone 5 (Amérique du Sud)28,97 euros.

RÈGLEMENTS :

- à l'ordre de **La Grande Relève**
- par chèque bancaire
- ou par CCP :
- N° 13 402 39 M Paris
- ou par mandat international :
- IBAN = FR 46 30041 00001 13 402 39 M 020 88